



EXERCICE FINANCIER 2012 TROISIÈME TRIMESTRE

3

Voici les résultats du troisième trimestre de l'exercice 2012, terminé le 31 décembre 2011.

- Le bénéfice net pour le trimestre a totalisé 129,8 millions de dollars, en hausse de 17,7 millions de dollars ou 15,8 % comparativement à 112,1 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA) s'est établi à 207,3 millions de dollars, en hausse de 16,2 millions de dollars ou 8,5 % comparativement à 191,1 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Les revenus du trimestre se sont élevés à 1,796 milliard de dollars, en hausse de 261,7 millions de dollars ou 17,1 % comparativement à 1,535 milliard de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le bénéfice par action (BPA) de base et le BPA dilué se sont établis à 0,64 \$ pour le trimestre, comparativement à un BPA de base de 0,55 \$ et à un BPA dilué de 0,54 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

(en millions de dollars canadiens (CAD), sauf les données par action)
(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les		
	31 décembre 2011	31 décembre 2010	30 septembre 2011
Revenus	1 796,5	1 534,8	1 791,4
BAIIA	207,3	191,1	213,1
Bénéfice net	129,8	112,1	127,1
BPA			
De base	0,64	0,55	0,63
Dilué	0,64	0,54	0,61

- Aux États-Unis, la relation défavorable entre le prix moyen du bloc¹ par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, a eu une incidence négative sur le BAIIA par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le prix moyen du bloc par livre de fromage a augmenté de 0,16 \$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'est traduit par une hausse des revenus et par une incidence favorable sur le BAIIA en raison d'une meilleure absorption des frais fixes.
- Une baisse moins prononcée du prix du bloc par livre de fromage au troisième trimestre de l'exercice 2012 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent a donné lieu à une meilleure réalisation des stocks.
- La valeur des stocks a été réduite de 3,9 millions de dollars aux États-Unis suite à une baisse soudaine du prix du bloc à la fin du trimestre.
- L'acquisition de DCI Cheese Company, Inc. (acquisition de DCI) le 25 mars 2011 aux États-Unis a contribué aux revenus et au BAIIA.
- La fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin au cours du trimestre n'a pas eu d'incidence significative sur les revenus ni sur le BAIIA, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,19 \$ par action payable le 16 mars 2012 aux actionnaires ordinaires inscrits le 5 mars 2012.

(en millions de dollars canadiens (CAD), sauf les données par action)
(non audités)

	Pour les périodes de neuf mois terminées les	
	31 décembre 2011	31 décembre 2010
Revenus	5 226,9	4 521,7
BAIIA	630,0	593,8
Bénéfice net	383,4	349,6
BPA		
De base	1,89	1,69
Dilué	1,86	1,67

¹ Le « prix moyen du bloc » correspond au prix moyen quotidien d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur le Chicago Mercantile Exchange (CME), utilisé comme prix de base du fromage.

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objectif d'analyser les résultats et la situation financière de la Société pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes complémentaires pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 31 décembre 2011 et 2010. L'information financière du trimestre correspondant a été retraitée ou reclassée conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Un rapprochement de l'information financière et des données qui avaient été comptabilisées selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) avec celles comptabilisées selon les IFRS est présenté à la note 16 des états financiers consolidés. Sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens. Ce rapport tient compte des éléments importants survenus entre le 31 décembre 2011 et le 7 février 2012, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. De l'information additionnelle relativement à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 mars 2011, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Ce rapport contient des énoncés prospectifs au sens de la législation en valeurs mobilières. Ces énoncés sont fondés, entre autres, sur les hypothèses, attentes, estimations, objectifs, projets et intentions actuels de la Société concernant les revenus et les charges prévus, l'environnement économique et industriel dans lequel la Société exerce ses activités ou qui serait susceptible d'avoir une incidence sur ses activités, sa capacité à attirer et à conserver des clients et des consommateurs, ainsi que ses charges d'exploitation et son approvisionnement en matières premières et en énergie, assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les énoncés prospectifs peuvent se reconnaître à l'emploi du conditionnel, des expressions « pouvoir », « devoir », « croire », « prévoir », « s'attendre », « avoir l'intention de », « anticiper », « estimer », « projeter », « objectif » ou « continuer » ou leur forme négative, et à l'emploi d'autres mots ou expressions semblables. Les résultats réels peuvent être très différents des conclusions ou des prévisions données dans ces énoncés prospectifs. Par conséquent, la Société ne peut garantir que les énoncés prospectifs se réaliseront. Les hypothèses, les attentes et les estimations qui ont servi à la préparation des énoncés prospectifs et les risques qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des attentes actuelles sont exposés dans le présent rapport de gestion et dans le rapport annuel le plus récent disponible sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Les énoncés prospectifs qui figurent dans le présent rapport sont fondés sur les estimations, attentes et hypothèses actuelles de la direction, qui sont, selon elle, raisonnables à la date des présentes. Vous ne devez pas accorder une importance indue à ces énoncés ni vous y fier à une autre date. À moins que les lois applicables en matière de valeurs mobilières ne l'exigent, la Société ne s'engage nullement à mettre à jour ces énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, qu'elle peut faire ou qui peuvent être faits en son nom à l'occasion, à la suite d'une nouvelle information, d'événements à venir ou autrement.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Les **revenus consolidés** du trimestre terminé le 31 décembre 2011 se sont élevés à 1,796 milliard de dollars, en hausse de 261,7 millions de dollars ou 17,1 % comparativement à 1,535 milliard de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable à l'inclusion des revenus tirés de l'acquisition de DCI, à une hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage, aux volumes de ventes plus élevés et aux conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers dans le Secteur Produits laitiers USA. L'augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût du lait dans les divisions argentine et canadienne, ainsi que les volumes de ventes plus élevés dans la Division Argentine du Secteur Produits laitiers CEA ont également contribué à accroître les revenus. La fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin n'a pas eu d'incidence significative sur les revenus.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2011, les revenus ont totalisé 5,227 milliards de dollars, en hausse de 705,2 millions de dollars ou 15,6 % comparativement à 4,522 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable à l'inclusion des revenus tirés de l'acquisition de DCI, à une hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage et aux conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers dans le Secteur Produits laitiers USA. L'augmentation des prix de vente découlant de la hausse du coût du lait dans les divisions argentine et canadienne, ainsi que les volumes de ventes plus élevés dans la Division Argentine du Secteur Produits laitiers CEA ont également contribué à accroître les revenus. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin a eu une incidence défavorable sur les revenus par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le **bénéfice avant intérêts, impôts sur les bénéfices et amortissement (BAIIA) consolidé** du troisième trimestre de l'exercice 2012 s'est établi à 207,3 millions de dollars, en hausse de 16,2 millions de dollars ou 8,5 % comparativement à 191,1 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse découle de l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et de l'inclusion du BAIIA tiré de l'acquisition de DCI, ce qui a contrebalancé les facteurs du marché défavorables et la réduction de valeur des stocks dans le Secteur Produits laitiers USA. La hausse est également attribuable aux volumes de ventes plus élevés dans la Division Argentine, principalement sur le marché d'exportation, et aux conditions favorables du marché des ingrédients laitiers dans la Division Produits laitiers (Canada). La fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin n'a pas eu d'incidence significative sur le BAIIA comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2011, le BAIIA s'est établi à 630,0 millions de dollars, en hausse de 36,2 millions de dollars ou 6,1 % comparativement à 593,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'efficacité opérationnelle et à l'inclusion du BAIIA tiré de l'acquisition de DCI, ce qui a contrebalancé les facteurs du marché défavorables dans le Secteur Produits laitiers USA. La hausse est également attribuable aux volumes de ventes plus élevés dans la Division Argentine, principalement sur le marché d'exportation, et aux conditions favorables du marché des ingrédients laitiers dans la Division Produits laitiers (Canada). L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a eu une incidence négative sur le BAIIA comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

AUTRES ÉLÉMENTS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

L'**amortissement** a totalisé 25,6 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice 2012, en baisse de 1,4 million de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2011, la charge d'amortissement a totalisé 75,2 millions de dollars, en baisse de 4,7 millions de dollars comparativement à 79,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse de l'amortissement au cours des périodes de trois mois et de neuf mois découle de la variation des actifs amortissables et de la fluctuation du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain et au peso argentin.

Les **intérêts et autres charges financières** ont diminué de 1,4 million de dollars au cours de la période de trois mois terminée le 31 décembre 2011, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2011, les intérêts et autres charges financières ont augmenté de 1,3 million de dollars. La variation est principalement attribuable à l'incidence du gain ou de la perte non réalisé sur une avance intersociétés libellée en devise étrangère au Canada. Cette avance ne fait pas partie d'un investissement net dans une filiale étrangère, par conséquent, une contrepartie équivalente, soit une perte ou un gain non réalisé, est incluse dans les écarts de conversion découlant de la conversion des états financiers de la filiale américaine en dollars canadiens.

Les **impôts sur les bénéfices** pour le troisième trimestre de l'exercice 2012 ont totalisé 47,2 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 26,7 % comparativement à 29,1 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les impôts sur les bénéfices pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2011 ont totalisé 151,9 millions de dollars, ce qui représente un taux d'imposition de 28,4 % comparativement à 29,5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le taux d'imposition varie et peut augmenter ou diminuer selon le montant des bénéfices imposables générés et leurs sources respectives, selon les modifications apportées aux lois fiscales et aux taux d'imposition et selon la révision des hypothèses et estimations ayant servi à l'établissement des actifs ou des passifs fiscaux de la Société et de ses sociétés affiliées.

Le **bénéfice net** s'est chiffré à 129,8 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011 comparativement à 112,1 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2011, le bénéfice net a totalisé 383,4 millions de dollars comparativement à 349,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces résultats reflètent les divers facteurs analysés dans le présent rapport.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars CAD, sauf les données par action)

Exercices	2012			2011				2010 ¹
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenus	1 796,5	1 791,4	1 639,0	1 481,3	1 534,9	1 550,7	1 436,2	1 384,2
BAIIA	207,3	213,1	209,6	194,5	191,1	211,4	191,3	175,5
Bénéfice net	129,8	127,1	126,6	100,4	112,1	125,8	111,7	99,1
BPA								
De base	0,64	0,63	0,62	0,49	0,55	0,60	0,54	0,48
Dilué	0,64	0,61	0,61	0,48	0,54	0,60	0,53	0,47

¹ Selon les PCGR

Principaux facteurs consolidés ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA¹

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2012			2011
	T3	T2	T1	T4
Facteurs du marché ²	(4,0)	(10,0)	13,0	31,0
Taux de change du dollar américain	-	(5,0)	(5,0)	(5,0)
Réduction de valeur des stocks	(3,9)	-	-	(3,0)

¹ Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

² Les facteurs du marché comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, ainsi que l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers.

TRÉSORERIE, RESSOURCES FINANCIÈRES ET CAPITAL

(en milliers de dollars CAD)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	218 846	208 198	563 087	551 108
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	171 233	179 030	360 594	456 415
Trésorerie utilisée pour les activités d'investissement	(34 147)	(21 099)	(41 709)	(73 111)
Trésorerie utilisée pour les activités de financement	(91 749)	(125 839)	(290 165)	(256 937)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	45 337	32 092	28 720	126 367

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2011, la trésorerie générée par les **activités d'exploitation** a totalisé 218,8 millions de dollars, en hausse de 10,6 millions de dollars comparativement à 208,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, ce montant s'élève à 563,1 millions de dollars, en hausse de 12,0 millions de dollars comparativement à 551,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation enregistrée au cours des périodes de trois mois et de neuf mois est essentiellement attribuable à la hausse du bénéfice net et à la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La variation des éléments hors caisse du fonds de roulement pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2011 découle d'une augmentation du prix moyen du bloc aux États-Unis, laquelle a donné lieu à une hausse des stocks et des débiteurs. La trésorerie nette générée par les activités d'exploitation au cours des périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2011 s'est élevée à 171,2 millions de dollars et à 360,6 millions de dollars, respectivement, comparativement à 179,0 millions de dollars et à 456,4 millions de dollars, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette variation est essentiellement attribuable à la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement et à une hausse des impôts sur les bénéfices payés par suite d'une augmentation du bénéfice imposable des exercices précédents.

Les **activités d'investissement** ont principalement consisté en des ajouts d'immobilisations d'un montant de 34,2 millions de dollars et de 78,6 millions de dollars pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2011, respectivement. De plus, au cours de la période de neuf mois, la vente du placement de portefeuille a généré 27,7 millions de dollars et la cession d'immobilisations a généré 12,3 millions de dollars.

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2011, les **activités de financement** ont consisté en une diminution totale de 5,9 millions de dollars des emprunts bancaires, en l'émission d'actions dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions pour une contrepartie en espèces de 1,9 million de dollars, en un rachat d'actions totalisant 49,6 millions de dollars conformément au programme de rachat dans le cours normal des activités de la Société, ainsi qu'en un versement de dividendes de 38,1 millions de dollars. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2011, les activités de financement ont consisté en l'émission d'actions dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions pour une contrepartie en espèces de 17,4 millions de dollars, en un rachat d'actions totalisant 192,5 millions de dollars conformément au programme de rachat dans le cours normal des activités de la Société, ainsi qu'en un versement de dividendes de 109,2 millions de dollars.

Trésorerie

(en milliers de dollars CAD, sauf le ratio)

	31 décembre 2011	31 mars 2011
Actifs courants	1 392 318	1 291 798
Passifs courants	913 951	943 006
Fonds de roulement	478 367	348 792
Ratio du fonds de roulement	1,52	1,37

Gestion du capital

La stratégie de la Société en matière de capital nécessite une structure de financement bien équilibrée afin de maintenir la souplesse nécessaire pour mettre en œuvre des projets de croissance tout en lui permettant d'effectuer des dépenses en immobilisations de façon disciplinée et de maximiser la valeur pour les actionnaires.

(en milliers de dollars CAD, sauf le ratio et le nombre d'actions et d'options)

	31 décembre 2011	31 mars 2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	106 183	77 491
Emprunts bancaires	164 142	170 589
Dette à long terme	380 850	378 480
Capitaux propres	2 223 705	2 072 635
Ratio de la dette portant intérêt ¹ sur les capitaux propres	0,20	0,23
Nombre d'actions ordinaires	199 845 614	203 830 505
Nombre d'options d'achat d'actions	8 966 311	8 674 238

¹ Net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Au 31 décembre 2011, la Société disposait de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 106,2 millions de dollars et de facilités de crédit bancaire existantes d'environ 625 millions de dollars, dont un montant de 164,1 millions de dollars avait été prélevé. Si cela s'avérait nécessaire, la Société pourrait prendre de nouveaux arrangements financiers pour poursuivre sa croissance au moyen d'acquisitions.

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont des actions avec droit de vote et droit de participation. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, et les modalités et privilèges de chaque série doivent être établis au moment de leur émission. Aucune action privilégiée n'était en circulation. Au 31 janvier 2011, 199 219 316 actions ordinaires et 8 889 941 options d'achat d'actions étaient en circulation.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Les obligations contractuelles de la Société consistent en des engagements relatifs au remboursement de certains de ses emprunts à long terme ainsi qu'en certaines ententes de location relatives à des locaux, à de l'équipement et à du matériel roulant.

(en milliers de dollars CAD)

31 décembre 2011				31 mars 2011		
	Dette à long terme	Loyers minimaux	Total	Dette à long terme	Loyers minimaux	Total
Moins de un an	-	16 222	16 222	-	15 978	15 978
1 an à 2 ans	-	13 783	13 783	-	13 339	13 339
2 ans à 3 ans	160 850	11 235	172 085	-	12 037	12 037
3 ans à 4 ans	-	9 818	9 818	158 480	10 045	168 525
4 ans à 5 ans	220 000	6 244	226 244	-	8 738	8 738
Plus de 5 ans	-	20 040	20 040	220 000	23 447	243 447
	380 850	77 342	458 192	378 480	83 584	462 064

BILAN

En ce qui concerne les éléments du bilan au 31 décembre 2011, comparativement au 31 mars 2011, les principales variations sont attribuables à la hausse du prix moyen du bloc par livre de fromage, qui a donné lieu à une augmentation des éléments du fonds de roulement de la Division Produits laitiers (USA). De plus, l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a donné lieu à la conversion des bilans des filiales étrangères à des taux plus élevés et, par conséquent, à l'augmentation de la valeur en dollars canadiens des éléments du bilan.

SUIVI SUR CERTAINS ÉLÉMENTS PRÉCIS FAISANT L'OBJET D'UNE ANALYSE

Pour une analyse relative aux arrangements hors bilan, aux garanties, aux opérations entre apparentés, aux normes comptables, au plan de conversion aux IFRS terminé, aux conventions comptables critiques, au recours à des estimations comptables ainsi qu'aux risques et incertitudes, nous vous invitons à prendre note des commentaires contenus dans le rapport annuel 2011 (pages 20 à 28 du rapport de gestion), ainsi qu'à la note 18 des états financiers intermédiaires résumés du premier trimestre terminé le 30 juin 2011.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information. Les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée à la direction en temps opportun, afin que l'information devant être présentée en vertu de la législation sur les valeurs mobilières soit constatée, traitée, résumée et présentée dans les délais précisés dans cette législation.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables d'établir et de maintenir le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière. Le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef des finances, conjointement avec la direction, ont conclu, après avoir procédé à une évaluation, et au meilleur de leur connaissance, qu'il n'y a eu, au 31 décembre 2011, aucune modification du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière qui ait pu avoir une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante, sur le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière.

INFORMATION SECTORIELLE

Secteur Produits laitiers CEA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2012			2011				2010 ¹
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenus	1 042,2	1 032,5	970,2	921,2	995,2	993,8	927,0	876,5
BAIIA	131,9	135,7	125,3	113,0	126,0	132,8	122,1	117,7

¹ Selon les PCGRC

Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA¹

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2012			2011
	T3	T2	T1	T4
Facteurs du marché ²	4,0	3,0	3,0	1,0

¹ Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

² Les facteurs du marché comprennent l'incidence des prix du marché international sur les ventes d'ingrédients laitiers.

Revenus

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011, les revenus du Secteur Produits laitiers CEA ont totalisé 1,042 milliard de dollars, en hausse de 47,0 millions de dollars comparativement à 995,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse découle essentiellement des prix de vente plus élevés en raison de l'augmentation du coût du lait au Canada et en Argentine, de l'accroissement des volumes de ventes en Argentine, ainsi que des conditions favorables du marché des ingrédients laitiers. Une légère hausse des volumes de ventes découlant de nos activités en Europe a également contribué à l'augmentation des revenus, tandis que les volumes de ventes dans la Division Produits laitiers (Canada) sont demeurés stables par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du trimestre, l'appréciation du dollar canadien par rapport au peso argentin a entraîné une baisse des revenus d'environ 11 millions de dollars.

Depuis le début de l'exercice, les revenus du Secteur Produits laitiers CEA ont totalisé 3,045 milliards de dollars, en hausse de 128,9 millions de dollars comparativement à 2,916 milliards de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse découle essentiellement des prix de vente plus élevés en raison de l'augmentation du coût du lait au Canada et en Argentine, de l'accroissement des volumes de ventes en Argentine, ainsi que des conditions favorables du marché des ingrédients laitiers. Ces hausses ont été en partie contrebalancées par la diminution des volumes de ventes au Canada. L'appréciation du dollar canadien par rapport au peso argentin a entraîné une baisse des revenus d'environ 33 millions de dollars.

BAIIA

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011, le BAIIA s'est chiffré à 131,9 millions de dollars, en hausse de 5,9 millions de dollars ou 4,7 % comparativement à 126,0 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Dans la Division Produits laitiers (Canada), les conditions favorables du marché des ingrédients laitiers ont principalement contribué à la hausse du BAIIA.

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2011, le BAIIA de la Division Produits laitiers (Europe) est demeuré stable par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Le BAIIA de la Division Produits laitiers (Argentine) est demeuré stable au cours du trimestre. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2011, le BAIIA a augmenté principalement grâce à des prix de vente favorables et à l'augmentation des volumes de ventes, en particulier sur le marché d'exportation, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA s'est établi à 393,0 millions de dollars, en hausse de 12,0 millions de dollars comparativement à 381,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable à des prix de vente favorables et à l'augmentation des volumes de ventes en Argentine, en particulier sur le marché d'exportation, ainsi qu'aux conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers, ce qui a compensé l'incidence négative de la diminution des volumes de ventes et de la hausse du coût de l'essence et d'autres coûts au Canada.

Secteur Produits laitiers USA

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2012			2011				2010 ¹
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenus	722,7	723,7	636,5	528,2	502,9	519,1	474,3	472,2
BAIIA	72,7	74,4	80,8	81,4	61,5	73,9	65,0	55,2

¹ Selon les PCGR

Principaux facteurs ayant une incidence positive (négative) sur le BAIIA¹

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2012			2011
	T3	T2	T1	T4
Facteurs du marché ²	(8,0)	(13,0)	10,0	30,0
Taux de change du dollar américain	-	(5,0)	(5,0)	(5,0)
Réduction de valeur des stocks	(3,9)	-	-	(3,0)

¹ Comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

² Les facteurs du marché comprennent le prix moyen du bloc par livre de fromage et son incidence sur l'absorption des frais fixes et sur la réalisation des stocks, l'incidence de la relation entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, ainsi que l'incidence des prix du marché sur les ventes d'ingrédients laitiers.

Autres informations pertinentes

(en dollars américains, sauf le taux de change moyen)

Exercices	2012			2011	
	T3	T2	T1	T4	T3
Prix moyen du bloc par livre de fromage	1,747	2,006	1,736	1,695	1,590
Prix de clôture du bloc ¹ par livre de fromage	1,563	1,720	2,130	1,625	1,340
Prix de marché moyen du lactosérum ² par livre	0,650	0,590	0,520	0,450	0,390
Écart ³	0,023	0,040	0,094	0,126	0,116
Taux de change moyen du dollar américain par rapport au dollar canadien ⁴	1,023	0,976	0,969	0,986	1,014

¹ Le prix de clôture du bloc correspond au prix d'un bloc de fromage cheddar de 40 livres transigé sur le Chicago Mercantile Exchange (CME) le dernier jour ouvrable de chaque trimestre.

² Le prix de marché moyen de la poudre de lactosérum est basé sur les informations publiées par le Dairy Market News.

³ L'écart correspond au prix moyen du bloc par livre de fromage moins le résultat du coût moyen par cent livres de lait de catégorie III et/ou de catégorie 4b divisé par 10.

⁴ Selon l'information publiée par la Banque du Canada.

Revenus

Les revenus du Secteur Produits laitiers USA se sont chiffrés à 722,7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011, en hausse de 219,8 millions de dollars comparativement à 502,9 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'inclusion des revenus tirés de l'acquisition de DCI, conjuguée aux revenus additionnels découlant des conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers et à une augmentation des volumes de ventes, a donné lieu à une hausse des revenus d'environ 178 millions de dollars pour le trimestre. Une augmentation de 0,16 \$ US du prix moyen du bloc par livre de fromage par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent a donné lieu à une hausse des revenus d'environ 35 millions de dollars. L'affaiblissement du dollar canadien s'est traduit par une hausse des revenus d'environ 7 millions de dollars.

Depuis le début de l'exercice, les revenus ont totalisé 2,083 milliards de dollars, en hausse de 586,7 millions de dollars comparativement à 1,496 milliard de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les revenus tirés de l'acquisition de DCI, une augmentation des volumes de ventes et les conditions plus favorables du marché des ingrédients laitiers ont donné lieu à une hausse des revenus d'environ 449 millions de dollars. Une augmentation du prix moyen du bloc par livre de fromage a également fait augmenter les revenus d'environ 201 millions de dollars. L'appréciation du dollar canadien a entraîné une baisse des revenus d'environ 63 millions de dollars.

BAIIA

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2011, le BAIIA s'est établi à 72,7 millions de dollars, en hausse de 11,3 millions de dollars ou 18,4 % comparativement à 61,4 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les initiatives entreprises au cours des exercices précédents et de l'exercice considéré relativement à l'efficacité opérationnelle, l'inclusion du BAIIA tiré de l'acquisition de DCI et les volumes de ventes plus élevés ont contrebalancé la hausse des coûts d'exploitation et l'incidence négative des coûts plus élevés du lait en raison de la nouvelle formule d'établissement du prix du lait en Californie. Ces facteurs combinés ont donné lieu à une augmentation du BAIIA d'environ 22 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le prix moyen du bloc par livre de fromage a augmenté de 0,16 \$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui a eu une incidence favorable sur l'absorption des frais fixes. Malgré une hausse du prix moyen du bloc par livre

de fromage au cours du trimestre, le prix du bloc a affiché une baisse constante vers la fin du trimestre, ce qui a entraîné une relation moins favorable entre le prix moyen du bloc par livre de fromage et le coût de la matière première, le lait, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette relation moins favorable découle également de la hausse du prix de marché du lactosérum, lequel est un des facteurs pris en compte dans la formule d'établissement du prix des produits. Une baisse moins prononcée du prix du bloc par livre de fromage par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent a eu une incidence favorable sur la réalisation des stocks au cours du trimestre. Le prix du bloc est passé de 1,72 \$ US au début du trimestre à 1,56 \$ US à la fin du trimestre, ce qui représente une baisse de 0,16 \$ US, alors qu'il était passé de 1,76 \$ US à 1,34 \$ US pour afficher une baisse de 0,42 \$ US au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Enfin, les conditions du marché des ingrédients laitiers par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent étaient favorables. Ces facteurs du marché combinés ont eu une incidence défavorable d'environ 8 millions de dollars sur le BAIIA. Les résultats du trimestre comprennent également une réduction de valeur des stocks de 3,9 millions de dollars, en raison du prix du bloc par livre de fromage qui, à la mi-novembre, a atteint un sommet de 2,00 \$ US pour ensuite reculer et s'établir à 1,56 \$ US à la fin du trimestre. L'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain n'a pas eu d'incidence significative sur le BAIIA.

Depuis le début de l'exercice, le BAIIA s'est chiffré à 228,0 millions de dollars, en hausse de 27,7 millions de dollars comparativement à 200,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du BAIIA découlant des initiatives entreprises au cours des exercices précédents et de l'exercice considéré relativement à l'efficacité opérationnelle de même que de l'inclusion du BAIIA tiré de l'acquisition de DCI a plus que contrebalancé la hausse du coût de l'essence et des coûts d'exploitation, y compris l'incidence négative des coûts plus élevés du lait en raison de la nouvelle formule d'établissement du prix du lait en Californie. Ces facteurs combinés se sont traduits par une hausse du BAIIA d'environ 52 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2011, les facteurs du marché ont entraîné une diminution du BAIIA d'environ 11 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les résultats de l'exercice 2012 comprennent une réduction de valeur des stocks de 3,9 millions de dollars. L'appréciation du dollar canadien a entraîné une baisse du BAIIA d'environ 10 millions de dollars.

Secteur Produits d'épicerie

(en millions de dollars CAD)

Exercices	2012			2011				2010 ¹
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenus	31,6	35,2	32,3	31,9	36,8	37,8	34,9	35,5
BAIIA	2,7	2,9	3,4	0,1	3,6	4,7	4,2	2,6

¹ Selon les PCGRC

Revenus

Les revenus du Secteur Produits d'épicerie ont totalisé 31,6 millions de dollars pour le trimestre, soit une baisse de 5,2 millions de dollars comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse découle principalement de la diminution des volumes de ventes au Canada, ce qui a contrebalancé la légère hausse des volumes aux États-Unis.

Depuis le début de l'exercice 2012, les revenus du Secteur Produits d'épicerie ont totalisé 99,0 millions de dollars, soit une baisse de 10,5 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la diminution des volumes de ventes.

BAIIA

Le BAIIA du Secteur Produits d'épicerie s'est élevé à 2,7 millions de dollars, soit une baisse de 0,9 million de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse découle de la diminution des volumes de ventes et de l'augmentation des coûts des ingrédients, ce qui a neutralisé la baisse des coûts d'exploitation et l'efficacité des processus de fabrication.

Depuis le début de l'exercice 2012, le BAIIA s'est élevé à 9,0 millions de dollars, soit une baisse de 3,5 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse découle de la diminution des volumes de ventes et de l'augmentation des coûts des ingrédients, ce qui a neutralisé la baisse des coûts d'exploitation et l'efficacité des processus de fabrication.

PERSPECTIVES

La Division Produits laitiers (Canada) poursuit ses efforts visant à récupérer la perte de volume affichée dans la catégorie du lait nature au cours des trimestres antérieurs, et continue de mettre l'accent sur l'optimisation des avantages tirés du regroupement des activités de fabrication et de distribution dans la grande région de Toronto, qui a été annoncé à la fin de l'exercice 2010. La Division continuera d'évaluer l'ensemble de ses activités dans le but de trouver des moyens d'accroître davantage l'efficacité opérationnelle et de réduire les coûts d'exploitation. La Division poursuivra la mise en œuvre de sa stratégie d'investissement dans les catégories de produits offrant un potentiel de croissance, notamment les fromages de spécialité et les produits laitiers à valeur ajoutée.

La Division Produits laitiers (Europe) poursuivra ses efforts en vue d'accroître les volumes de ventes et d'obtenir un approvisionnement en lait à des prix concurrentiels par rapport au prix de vente du fromage.

La Division Produits laitiers (Argentine) s'efforcera de maintenir le niveau actuel des volumes de ventes sur les marchés d'exportation, tout en tentant d'atténuer l'incidence de l'augmentation du coût de la matière première, le lait, et de demeurer concurrentielle en ce qui a trait au prix de vente du fromage. La Division poursuivra également ses efforts visant à accroître ses volumes de ventes sur le marché national.

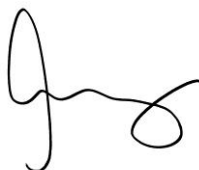
La Division Produits laitiers (USA) continue de mettre l'accent sur l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, ainsi que sur l'évaluation des occasions liées à l'acquisition de DCI que nous avons récemment conclue. La Division continue d'évaluer diverses mesures afin d'atténuer l'incidence négative de la décision rendue par le comité conjoint sur les plans de stabilisation et de marketing de la Californie, entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2011, qui modifie la formule établissant le prix du lait de catégorie 4b. Cette décision continue d'avoir une incidence défavorable sur les résultats puisque les marchés du lactosérum ne cessent de croître. Compte tenu de la volatilité soutenue des marchés des produits laitiers aux États-Unis, la Division surveillera attentivement ces marchés et prendra les mesures nécessaires pour favoriser la croissance des activités. La Division continuera également à promouvoir ses principales marques de détail ainsi qu'à améliorer son portefeuille de produits de restauration existant.

Le Secteur Produits d'épicerie continuera de mettre l'accent sur l'augmentation des volumes de ventes dans les catégories des petits gâteaux et des produits surgelés, ainsi que sur le développement des ventes aux États-Unis.

Nous visons toujours à accroître continuellement l'efficacité de nos activités et à renforcer notre croissance, tant à l'interne qu'au moyen d'acquisitions.



Lino Saputo
Président du conseil



Lino A. Saputo, Jr.
Président et chef de la direction
et vice-président du conseil

Le 7 février 2012

AVIS

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Saputo inc. pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 31 décembre 2011 et 2010 n'ont pas fait l'objet d'un examen par un auditeur externe.

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES RÉSULTATS

(en milliers de dollars CAD, sauf les données par action)

(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
Revenus	1 796 466 \$	1 534 788 \$	5 226 868 \$	4 521 677 \$
Coûts d'opération, excluant l'amortissement (notes 5 et 16)	1 589 185	1 343 673	4 596 892	3 927 886
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices	207 281	191 115	629 976	593 791
Amortissement (notes 7 et 16)	25 642	27 016	75 223	79 868
Bénéfice d'exploitation	181 639	164 099	554 753	513 923
Intérêts sur la dette à long terme	5 817	5 876	17 327	17 524
Autres charges financières (note 14)	(1 153)	212	2 147	660
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	176 975	158 011	535 279	495 739
Impôts sur les bénéfices (note 16)	47 204	45 904	151 862	146 111
Bénéfice net	129 771 \$	112 107 \$	383 417 \$	349 628 \$
Résultat par action (note 11)				
Bénéfice net				
De base	0,64 \$	0,55 \$	1,89 \$	1,69 \$
Dilué	0,64 \$	0,54 \$	1,86 \$	1,67 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars CAD)

(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
Bénéfice net	129 771 \$	112 107 \$	383 417 \$	349 628 \$
Autres éléments du résultat global :				
Écarts de change découlant de la conversion des établissements à l'étranger	(49 884)	(39 778)	47 941	(31 052)
Total des autres éléments du résultat global	(49 884)	(39 778)	47 941	(31 052)
Résultat global	79 887 \$	72 329 \$	431 358 \$	318 576 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars CAD, sauf les actions ordinaires)
(non audités)

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2011

	Capital-actions		Réserves			Bénéfices non répartis	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant	Conversion des devises étrangères	Rémunération à base d'actions	Total des réserves		
Solde au début de la période	203 830	617 675 \$	(60 930) \$	33 384 \$	(27 546) \$	1482 506 \$	2 072 635 \$
Résultat net	-	-	-	-	-	383 417	383 417
Autres éléments du résultat global	-	-	47 941	-	47 941	-	47 941
Résultat global							431358
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	(109 169)	(109 169)
Rémunération à base d'actions (note 10)	-	-	-	6 799	6 799	-	6 799
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	826	17 420	-	-	-	-	17 420
Montant transféré de la réserve au capital-actions à l'exercice des options	-	3 478	-	(3 478)	(3 478)	-	-
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	635	635	-	635
Actions rachetées et annulées	(4 721)	(14 643)	-	-	-	(177 854)	(192 497)
Actions rachetées et non annulées	(90)	(281)	-	-	-	(3 195)	(3 476)
Solde à la fin de la période	199 845	623 649 \$	(12 989) \$	37 340 \$	24 351 \$	1575 705 \$	2 223 705 \$

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010

	Capital-actions		Réserves			Bénéfices non répartis	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires (en milliers)	Montant	Conversion des devises étrangères	Rémunération à base d'actions	Total des réserves		
Solde au début de la période	207 426	584 749 \$	- \$	32 681 \$	32 681 \$	1363 181 \$	1980 611 \$
Résultat net	-	-	-	-	-	349 628	349 628
Autres éléments du résultat global	-	-	(31052)	-	(31052)	-	(31052)
Résultat global							318 576
Dividendes déclarés	-	-	-	-	-	(96 263)	(96 263)
Rémunération à base d'actions (note 10)	-	-	-	6 182	6 182	-	6 182
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	1726	30 723	-	-	-	-	30 723
Montant transféré de la réserve au capital-actions à l'exercice des options	-	7 671	-	(7 671)	(7 671)	-	-
Économie d'impôts excédentaire découlant de l'excédent du montant déductible sur le coût de rémunération comptabilisé	-	-	-	1671	1671	-	1671
Actions rachetées et annulées	(4 379)	(12 803)	-	-	-	(143 489)	(156 292)
Actions rachetées et non annulées	(158)	(467)	-	-	-	(5 818)	(6 285)
Solde à la fin de la période	204 615	609 873 \$	(31052) \$	32 863 \$	1811 \$	1467 239 \$	2 078 923 \$

BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en milliers de dollars CAD)

(non audités)

	31 décembre 2011	31 mars 2011
ACTIF		
Actif courant		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	106 183 \$	77 491 \$
Débiteurs	501 327	460 807
Stocks (note 4)	736 193	662 194
Impôts à recevoir	260	12 623
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	48 355	50 940
Placement de portefeuille (note 6)	-	27 743
	1 392 318	1 291 798
Immobilisations (notes 7 et 16)	1 097 016	1 079 083
Goodwill	866 444	843 862
Marques de commerce et autres actifs incorporels	337 698	339 038
Autres éléments d'actif	21 246	19 081
Impôts différés (note 16)	4 980	5 469
	3 719 702 \$	3 578 331 \$
PASSIF		
Passif courant		
Emprunts bancaires (note 8)	164 142 \$	170 589 \$
Créditeurs et charges à payer	609 010	573 779
Impôts à payer	140 799	198 638
	913 951	943 006
Dettes à long terme (note 9)	380 850	378 480
Autres éléments de passif	29 388	32 727
Impôts différés (note 16)	171 808	151 483
	1 495 997	1 505 696
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions	623 649	617 675
Réserves	24 351	(27 546)
Bénéfices non répartis	1 575 705	1 482 506
	2 223 705	2 072 635
	3 719 702 \$	3 578 331 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars CAD)

(non audités)

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :				
Exploitation				
Bénéfice net	129 771 \$	112 107 \$	383 417 \$	349 628 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie				
Rémunération à base d'actions	2 345	2 103	6 799	6 182
Intérêts et autres charges financières	4 664	6 088	19 474	18 184
Dépenses d'impôts sur les bénéfices	47 204	45 904	151 862	146 111
Amortissement	25 642	27 016	75 223	79 868
Perte (gain) sur la cession d'immobilisations	64	(32)	(2 120)	(98)
Unités d'actions différées	(450)	1 325	1 575	3 125
Excédent du financement des régimes des employés sur le coût	(1 299)	(1 401)	(5 418)	(2 334)
	207 941	193 110	630 812	600 666
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	10 905	15 088	(67 725)	(49 558)
Trésorerie générée par les activités d'exploitation	218 846	208 198	563 087	551 108
Intérêts payés	(12 110)	(12 102)	(24 634)	(24 796)
Impôts sur les bénéfices payés	(35 503)	(17 066)	(177 859)	(69 897)
Trésorerie nette générée par les activités d'exploitation	171 233	179 030	360 594	456 415
Investissement				
Acquisition d'entreprise	-	-	(2 797)	-
Produit sur la cession du placement de portefeuille	-	-	27 720	-
Ajouts aux immobilisations	(34 217)	(25 503)	(78 641)	(85 669)
Produit sur la cession d'immobilisations	118	50	12 341	5 418
Autres éléments d'actif et de passif	(48)	4 354	(332)	7 140
	(34 147)	(21 099)	(41 709)	(73 111)
Financement				
Emprunts bancaires	(5 915)	(3 954)	(5 919)	(35 105)
Émission de capital-actions	1 870	8 454	17 420	30 723
Rachat de capital-actions	(49 575)	(97 419)	(192 497)	(156 292)
Dividendes	(38 129)	(32 920)	(109 169)	(96 263)
	(91 749)	(125 839)	(290 165)	(256 937)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	45 337	32 092	28 720	126 367
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(3 249)	(726)	(28)	(728)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	64 095	149 092	77 491	54 819
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	106 183 \$	180 458 \$	106 183 \$	180 458 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(Les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars CAD, sauf pour les données sur les options et les actions)
(non audités)

NOTE 1 INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Saputo Inc. est une société publique incorporée et domiciliée au Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « SAP ». La Société produit, met en marché et distribue une vaste gamme de produits laitiers au Canada, aux États-Unis, en Argentine et en Europe ainsi que des produits de boulangerie au Canada. L'adresse du siège social de la Société est le 6869 boulevard Métropolitain Est, St-Léonard, Québec, Canada, H1P 1X8. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés (« états financiers ») de la Société pour la période terminée le 31 décembre 2011 comprennent les résultats financiers de la Société et de ses filiales.

Le Conseil d'administration a approuvé, le 7 février 2012, la publication des états financiers pour la période se terminant le 31 décembre 2011.

NOTE 2 MODE DE PRÉSENTATION

Déclaration de conformité

Les états financiers de la Société ont été préparés conformément à IAS 34 – Information financière intermédiaire et conformément à IFRS 1 – Première application des Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Conséquemment, certaines divulgations habituellement requises dans la préparation d'un rapport annuel conformément aux IFRS ont été omises ou résumées. Les conventions comptables de la Société appliquées en raison du passage aux IFRS et de l'application des choix de IFRS 1 dans le but de convertir les données selon les principes comptables généralement reconnues du Canada (« PCGRC ») vers IFRS ont été présentées dans les états financiers non audités pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2011. Les conventions comptables et les exemptions permises selon IFRS 1 sont les mêmes que celles présentées antérieurement dans les états financiers du 30 juin 2011. Ces conventions comptables ont été appliquées uniformément pour toutes les périodes présentées dans les états financiers et ont, conséquemment, été appliquées par toutes les entités consolidées.

Les derniers états financiers annuels publiés par la Société ont été préparés selon les PCGRC, lesquels diffèrent sur plusieurs aspects par rapport aux exigences des normes IFRS actuelles. Conséquemment, la Société a modifié certaines de ses conventions comptables de façon à respecter les IFRS et à divulguer certains renseignements considérés nécessaires à la compréhension des états financiers.

Base de mesure

Les états financiers de la Société ont été préparés sur la base de continuité de l'exploitation et en appliquant le principe du coût historique, à l'exception de :

- tous les instruments financiers dérivés, qui sont évalués à la juste valeur,
- le placement de portefeuille, qui était évalué à la juste valeur,
- les obligations liées au régime d'octroi d'unités d'actions différées, qui sont évaluées à la juste valeur,
- les obligations liées aux régimes de retraite des employés, qui sont évaluées en conformité avec IAS 19 - Avantages du personnel.

Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les états financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens, étant aussi la monnaie fonctionnelle de la Société. Toutes les informations financières ont été arrondies au millier le plus près, sauf indication contraire.

NOTE 3 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Pour des informations sur les impacts des conventions comptables amendées, vous référer à la note 16 des états financiers du présent rapport et à la note 18 des états financiers de la Société pour le premier trimestre se terminant le 30 juin 2011.

RECOURS À DES ESTIMATIONS ET JUGEMENTS DANS L'APPLICATION DES CONVENTIONS COMPTABLES

Dans certains cas, la préparation des états financiers de la Société demande à la direction d'établir des estimations et de faire preuve de jugement sur des transactions et des valeurs comptables qui seront réalisées dans le futur. Ces jugements et estimations sont volatiles de par leur nature et sont périodiquement révisés par la direction. Des estimations et jugements sont nécessaires dans :

- l'établissement des provisions pour mauvaises créances,
- l'établissement des provisions,
- les traitements comptables des regroupements d'entreprises,
- la sélection des durées d'utilité, des taux et des méthodes comptables lors d'acquisitions d'immobilisations,
- les tests de perte de valeur des goodwill et autres actifs incorporels et des immobilisations,
- la mesure des avantages sociaux des employés.

Une analyse complète des estimations et jugements qui pourraient avoir une importance significative sur les états financiers est présentée dans les états financiers de la Société pour le premier trimestre se terminant le 30 juin 2011.

INCIDENCE DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ MISES EN OEUVRE

L'IASB a procédé à de nombreuses révisions dans le cadre de ses projets d'amélioration continue. Un sommaire des normes significatives modifiées et une analyse des changements suivent.

IFRS 9 - Instruments financiers

Cette nouvelle norme sera applicable pour les périodes terminées le 1^{er} janvier 2015 ou après et détaille les critères de mesure et de constatation dans l'identification et l'enregistrement d'actifs et de passifs financiers. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

IFRS 10 - États financiers consolidés

Cette nouvelle norme sera applicable pour les périodes terminées le 1^{er} janvier 2013 ou après et remplacera les sections traitant de la consolidation selon la norme IAS 27 - États financiers consolidés et individuels. IFRS 10 établit les principes pour la préparation et la présentation d'états financiers consolidés. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

IFRS 12 - Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

Cette nouvelle norme établit les exigences de divulgation des intérêts détenus dans d'autres entités et est applicable pour les périodes terminées le 1^{er} janvier 2013 ou après. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

IFRS 13 - Évaluation à la juste valeur

Cette nouvelle norme établit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur et est applicable à compter du 1^{er} janvier 2013. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers.

IAS 1 - Présentation des états financiers

Des modifications à IAS 1 sont survenues afin de refléter les nouvelles exigences sur la présentation des bénéfices et des autres éléments du résultat global dans leur état respectif. Ces modifications sont effectives pour les périodes annuelles débutant le 1^{er} juillet 2012 ou après. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de ces nouvelles exigences comptables sur ses états financiers.

IAS 19 - Avantages du personnel

L'IASB a modifié cette norme de façon à éliminer l'option de différer la constatation des gains et pertes, pour améliorer la présentation des risques qui sont assumés par une société qui offre un régime de retraite à prestations déterminées à ses employés et pour améliorer la présentation des changements dans les actifs et passifs résultant des réévaluations aux régimes de retraite à prestations déterminées devant être présentées dans les autres éléments du résultat étendu. Ces révisions sont applicables pour les exercices financiers débutant le 1^{er} janvier 2013 ou après. La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme révisée sur ses états financiers.

NOTE 4 STOCKS

	31 décembre 2011	31 mars 2011
Produits finis	485 404 \$	451 959 \$
Matières premières, produits en cours et fournitures	254 654	213 235
Perte de valeur des stocks	(3 865)	(3 000)
	736 193 \$	662 194 \$

NOTE 5 COÛTS D'OPÉRATION, EXCLUANT L'AMORTISSEMENT

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
Variations des inventaires de produits				
finis et de produits en cours	(8 433) \$	7 331 \$	(55 226) \$	(17 979) \$
Matières premières et consommables utilisés	1 296 645	1 037 814	3 766 730	3 089 370
Gain sur change	(794)	(490)	(834)	(351)
Avantages sociaux	168 903	165 546	497 933	476 088
Frais de vente	62 000	63 200	185 621	177 637
Autres frais généraux et d'administration	70 864	70 272	202 668	203 121
Coûts d'opération totaux	1 589 185 \$	1 343 673 \$	4 596 892 \$	3 927 886 \$

NOTE 6 PLACEMENT DE PORTEFEUILLE

La Société détenait une participation en actions de 21 % dans Dare Holdings Ltd. (Dare) qui était comptabilisée comme un placement de portefeuille. Le 30 juin 2010, la Société a exercé son option demandant à ce que les actions qu'elle détenait dans Dare soient rachetées à leur juste valeur marchande conformément aux termes de la convention d'actionnaires établie entre les parties. L'évaluateur a soumis son rapport en regard de la juste valeur marchande des actions en mai 2011 et les actions de la Société ont été rachetées pour 27 720 000 \$ le 17 juin 2011 sur une base sans préjudice. La Société a intenté des procédures judiciaires pour contester la valeur à laquelle ses actions ont été rachetées.

NOTE 7 IMMOBILISATIONS

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2011						
	Terrain	Bâtiments	Mobilier, machinerie et équipement	Matériel roulant	Destinées à la vente	Total
Coût						
Au 31 mars 2011	35 543 \$	394 883 \$	1 295 769 \$	7 538 \$	11 917 \$	1 745 650 \$
Ajouts	-	12 377	66 004	260	-	78 641
Cessions	-	(15)	(3 710)	(787)	(11 917)	(16 429)
Ajustements de conversions étrangères	483	7 569	24 058	(62)	-	32 048
Au 31 décembre 2011	36 026 \$	414 814 \$	1 382 121 \$	6 949 \$	- \$	1 839 910 \$
Amortissement cumulé						
Au 31 mars 2011	-	125 405	533 674	5 353	2 135	666 567
Amortissement cumulé	-	10 130	60 678	592	-	71 400
Cessions	-	(3)	(3 345)	(725)	(2 135)	(6 208)
Ajustements de conversions étrangères	-	2 243	8 914	(22)	-	11 135
Au 31 décembre 2011	- \$	137 775 \$	599 921 \$	5 198 \$	- \$	742 894 \$
Valeur nette comptable au 31 décembre 2011	36 026 \$	277 039 \$	782 200 \$	1 751 \$	- \$	1 097 016 \$

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2011						
	Terrain	Bâtiments	Mobilier, machinerie et équipement	Matériel roulant	Destinées à la vente	Total
Coût						
Au 1 ^{er} avril 2010	38 920 \$	382 480 \$	1 242 504 \$	13 117 \$	6 008 \$	1 683 029 \$
Acquisition d'entreprise	-	4 620	6 180	-	-	10 800
Ajouts	-	12 891	99 000	209	-	112 100
Cessions	-	-	(13 081)	(5 682)	(6 008)	(24 771)
Transferts	(2 887)	(9 030)	-	-	11 917	-
Ajustements de conversions étrangères	(490)	3 922	(38 834)	(106)	-	(35 508)
Au 31 mars 2011	35 543 \$	394 883 \$	1 295 769 \$	7 538 \$	11 917 \$	1 745 650 \$
Amortissement cumulé						
Au 1 ^{er} avril 2010	-	111 145	469 777	8 412	-	589 334
Amortissement cumulé	-	15 064	84 927	877	-	100 868
Cessions	-	-	(14 785)	(3 904)	-	(18 689)
Transferts	-	(2 135)	-	-	2 135	-
Ajustements de conversions étrangères	-	1 331	(6 245)	(32)	-	(4 946)
Au 31 mars 2011	- \$	125 405 \$	533 674 \$	5 353 \$	2 135 \$	666 567 \$
Valeur nette comptable au 31 mars 2011	35 543 \$	269 478 \$	762 095 \$	2 185 \$	9 782 \$	1 079 083 \$

La valeur comptable nette des immobilisations en cours de construction totalisait 70 283 000 \$ au 31 décembre 2011 (38 056 000 \$ au 31 mars 2011).

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2011, un gain sur la cession d'immobilisations destinées à la vente de 2 095 000 \$ a été constaté dans les coûts d'opération excluant l'amortissement.

NOTE 8 EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire lui permettant d'obtenir des emprunts bancaires non garantis comme suit :

Disponible pour utilisation					Montant utilisé	
Facilités de crédit	Échéance	Équivalent en devise			31 décembre 2011	31 mars 2011
		canadienne	Devise de base			
Amérique du Nord-Devise US	¹ Décembre 2012	152 550	150 000	USD	8 614 \$	9 015 \$
Amérique du Nord-Devise CAD	¹ Décembre 2012	376 290	370 000	USD	94 355	135 000
Argentine	² Annuelle	78 617	366 000	ARS	60 457	23 270
Allemagne	³ Annuelle	6 597	5 000	EUR	-	3 304
Royaume-Uni	³ Annuelle	11 059	7 000	BPS	716	-
		625 113			164 142 \$	170 589 \$

¹ Portent mensuellement intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel des prêteurs majorés jusqu'à un maximum de 0,25 % ou le taux LIBOR ou le taux des acceptations bancaires majorés de 0,50 % jusqu'à un maximum de 1,125 %, selon un ratio financier de la Société.

² Portent mensuellement intérêt au taux local et peuvent être utilisées en ARS ou en dollar US.

³ Portent mensuellement intérêt au taux de base majoré de 1,50 % ou LIBOR-EURIBOR majoré de 1,50 %.

NOTE 9 DETTE À LONG TERME

	31 décembre 2011	31 mars 2011
Effets de premier rang non garantis ¹		
8,41 %, émis en novembre 1999 et échéant en novembre 2014 (50 000 000 \$ US)	50 850 \$	48 480 \$
5,34 %, émis en juin 2009 et échéant en juin 2014	110 000	110 000
5,82 %, émis en juin 2009 et échéant en juin 2016	220 000	220 000
	380 850 \$	378 480 \$

¹ Les paiements d'intérêts sont semi-annuels.

NOTE 10 CAPITAL ACTIONS

Régime d'option d'achat d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions visant l'achat d'actions ordinaires par des employés clés et des dirigeants de la Société. Le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises en vertu du régime ne peut dépasser 22 749 130 actions. Au 31 décembre 2011, 21 923 121 actions ordinaires peuvent être émises en vertu de ce régime. Le prix d'exercice de chaque option octroyée avant le 31 juillet 2007 correspond au cours de clôture des actions de la Société la journée précédant la date d'octroi. Après cette date, les options octroyées peuvent être exercées à un prix qui ne peut être inférieur à la moyenne pondérée du cours des actions pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi. Les options sont acquises à raison de 20 % par année et expirent dix ans après la date de leur octroi.

Le nombre d'options en circulation a varié de la façon suivante :

	31 décembre 2011		31 décembre 2010	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de la période	8 674 238	22,62 \$	9 413 750	20,13 \$
Options octroyées	1 244 780	43,22 \$	1 753 233	29,32 \$
Options levées	(826 009)	21,09 \$	(1 726 448)	17,80 \$
Options annulées	(126 698)	27,91 \$	(195 206)	20,17 \$
Solde à la fin de la période	8 966 311	25,54 \$	9 245 329	22,31 \$

Le prix d'exercice des options octroyées durant l'exercice 2012 est de 43,22 \$, ce qui correspond à la moyenne pondérée du cours des actions sur le marché pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'octroi (29,32 \$ pour l'exercice 2011).

La juste valeur moyenne des options octroyées durant l'exercice 2012 a été estimée à 8,96 \$ par option (6,28 \$ pour l'exercice 2011) au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	31 décembre 2011	31 mars 2011
Moyenne pondérée :		
Taux d'intérêt sans risque	2,65%	2,70%
Durée prévue des options	5 ans	5 ans
Volatilité	21,66%	23,96%
Taux de dividendes	1,24%	1,70%

Le pourcentage de volatilité est calculé à partir des prix historiques des actions sur la durée moyenne prévue des options de chaque tranche ayant une durée moyenne prévue de cinq ans.

Une charge de rémunération de 2 345 000 \$ (2 074 000 \$ après impôts) et de 6 799 000 \$ (6 018 000 \$ après impôts) relative aux options d'achat d'actions a été comptabilisée dans l'état des résultats pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2011, respectivement. Une charge de rémunération de 2 103 000 \$ (1 894 000 \$ après impôts) et 6 182 000 \$ (5 554 000 \$ après impôts) pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2010, respectivement.

NOTE 11 RÉSULTAT PAR ACTION

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
Bénéfice net	129 771 \$	112 107 \$	383 417 \$	349 628 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	200 515 683	205 296 658	202 373 476	206 674 179
Options dilutives	3 042 380	3 485 309	3 581 413	2 812 858
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	203 558 063	208 781 967	205 954 889	209 487 037
Résultat de base par action	0,64 \$	0,55 \$	1,89 \$	1,69 \$
Résultat dilué par action	0,64 \$	0,54 \$	1,86 \$	1,67 \$

Lors du calcul du résultat dilué par action pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2011, 1 229 138 options (aucune option pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2010) ont été exclues du calcul du résultat par action en raison de leur prix d'exercice supérieur à leur valeur de marché moyenne.

Les actions rachetées dans le cadre des programmes de rachat dans le cours normal des activités ont été exclues du calcul du résultat par action à la date de rachat.

NOTE 12 RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées ainsi que d'autres avantages sociaux comme l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires à ses employés et retraités admissibles. Les obligations relatives aux régimes de retraite et aux autres régimes d'avantages sociaux sont touchées par divers facteurs, tels que les taux d'escompte, les ajustements découlant de modifications apportées aux régimes, les changements dans les hypothèses et les gains réalisés ou les pertes subies. Les coûts sont basés sur une évaluation des obligations relatives aux régimes de retraite et aux autres régimes d'avantages sociaux et des éléments d'actif du régime de retraite.

Le coût total des prestations est présenté dans le tableau qui suit :

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
Charge au titre des régimes à prestations déterminées	627 \$	903 \$	1 881 \$	2 709 \$
Charge au titre des régimes à cotisations déterminées	4 224	4 302	13 439	13 151
Charge au titre des autres régimes d'avantages sociaux	141	146	423	438
	4 992 \$	5 351 \$	15 743 \$	16 298 \$

NOTE 13 INFORMATION SECTORIELLE

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
Revenus¹				
Produits laitiers				
CEA	1 042 190 \$	995 154 \$	3 044 879 \$	2 915 982 \$
USA	722 691	502 859	2 082 948	1 496 238
	1 764 881	1 498 013	5 127 827	4 412 220
Produits d'épicerie	31 585	36 775	99 041	109 457
	1 796 466 \$	1 534 788 \$	5 226 868 \$	4 521 677 \$
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices				
Produits laitiers				
CEA	131 919 \$	126 025 \$	393 003 \$	380 992 \$
USA	72 677	61 441	227 960	200 283
	204 596	187 466	620 963	581 275
Produits d'épicerie	2 685	3 649	9 013	12 516
	207 281 \$	191 115 \$	629 976 \$	593 791 \$
Amortissement				
Produits laitiers				
CEA	12 821 \$	12 988 \$	38 801 \$	38 946 \$
USA	11 433	12 642	32 250	36 764
	24 254	25 630	71 051	75 710
Produits d'épicerie	1 388	1 386	4 172	4 158
	25 642 \$	27 016 \$	75 223 \$	79 868 \$
Bénéfice d'exploitation				
Produits laitiers				
CEA	119 098 \$	113 037 \$	354 202 \$	342 046 \$
USA	61 244	48 799	195 710	163 519
	180 342	161 836	549 912	505 565
Produits d'épicerie	1 297	2 263	4 841	8 358
	181 639 \$	164 099 \$	554 753 \$	513 923 \$
Intérêts et autres charges financières	4 664	6 088	19 474	18 184
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	176 975	158 011	535 279	495 739
Impôts sur les bénéfices	47 204	45 904	151 862	146 111
Bénéfice net	129 771 \$	112 107 \$	383 417 \$	349 628 \$

¹ Les revenus sont attribués aux pays où s'effectue la fabrication.

NOTE 14 AUTRES CHARGES FINANCIÈRES

	Pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre		Pour les périodes de neuf mois terminées les 31 décembre	
	2011	2010	2011	2010
Charges financières	499 \$	234 \$	1 664 \$	1 350 \$
Revenus financiers	(92)	(22)	(217)	(690)
(Gain) perte non réalisé sur une avance intersociétés libellée en devise étrangère	(1 560)	-	700	-
	(1 153) \$	212 \$	2 147 \$	660 \$

NOTE 15 DIVIDENDES

Durant la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2011, la Société a payé des dividendes totalisant 109 169 028 \$ ou 0,57 \$ par action (96 262 856 \$ ou 0,48 \$ par action pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010).

NOTE 16 TRANSITION AUX IFRS

Les états financiers de la Société pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2011 ont été préparés selon les IFRS et en appliquant les exigences de IAS 34 - Information financière intermédiaire. Les conventions comptables décrites à la note 3 des états financiers intermédiaires résumés (« états financiers ») du premier trimestre terminé le 30 juin 2011 ont été appliquées uniformément aux périodes actuelles et comparatives sous réserve des exceptions obligatoires et des exemptions acceptées par IFRS 1, telles que décrites à la note 18 de ses états financiers du premier trimestre.

RAPPROCHEMENTS DES PCGRC AUX IFRS

IFRS 1 exige d'une entité d'expliquer l'impact de la transition des PCGRC aux IFRS sur sa position financière, son résultat global et ses flux de trésorerie pour le bilan d'ouverture initial selon les IFRS (1^{er} avril 2010), pour la période actuelle comparative (31 décembre 2010) et pour la fin d'année comparative (31 mars 2011). Se référer à la note 18 des états financiers du premier trimestre de la Société pour les réconciliations des impacts sur les soldes au 1^{er} avril 2010 et au 31 mars 2011. Les informations suivantes présentent les rapprochements des PCGRC aux IFRS pour les périodes de trois (lorsque requis) et neuf mois terminées le 31 décembre 2010 :

RAPPROCHEMENT DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Réf.	31 décembre 2010
Capitaux propres - PCGRC		2 127 165 \$
Ajustement - Avantages sociaux des employés	1	(88 562)
Dépense d'impôts différés	2	3 836
Différence permanente de 25 % sur actifs incorporels	2	(16 376)
Immobilisations - Regroupement par composantes	3	54 078
Écart de conversion	5	(1 218)
Capitaux propres - IFRS		2 078 923 \$

NOTE 16 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

RAPPROCHEMENT DE L'ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT GLOBAL

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010				
	PCGRC	Réf.	Ajustement	IFRS
Revenus	1 534 788 \$		- \$	1 534 788 \$
Coûts d'opération, excluant l'amortissement	1 344 202	6	(529)	1 343 673
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices	190 586		529	191 115
Amortissement	26 729	3	287	27 016
Bénéfice d'exploitation	163 857		242	164 099
Intérêts sur la dette à long terme	5 876		-	5 876
Autres charges financières	212		-	212
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	157 769		242	158 011
Impôts sur les bénéfices	45 983	7	(79)	45 904
Bénéfice net	111 786 \$		321 \$	112 107 \$
Autres éléments du résultat global :				
Écarts de change découlant de la conversion des établissements étrangers	(39 801)	5	23	(39 778)
Total des autres éléments du résultat global	(39 801)		23	(39 778)
Résultat global	71 985 \$		344 \$	72 329 \$

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010				
	PCGRC	Réf.	Ajustement	IFRS
Revenus	4 521 677 \$		- \$	4 521 677 \$
Coûts d'opération, excluant l'amortissement	3 929 473	6	(1 587)	3 927 886
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices	592 204		1 587	593 791
Amortissement	79 007	3	861	79 868
Bénéfice d'exploitation	513 197		726	513 923
Intérêts sur la dette à long terme	17 524		-	17 524
Autres charges financières	660		-	660
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	495 013		726	495 739
Impôts sur les bénéfices	146 348	7	(237)	146 111
Bénéfice net	348 665 \$		963 \$	349 628 \$
Autres éléments du résultat global :				
Écarts de change découlant de la conversion des établissements étrangers	(29 834)	5	(1 218)	(31 052)
Total des autres éléments du résultat global	(29 834)		(1 218)	(31 052)
Résultat global	318 831 \$		(255) \$	318 576 \$

NOTE 16 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

NOTES DE RAPPROCHEMENT

1. Ajustement aux avantages sociaux

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées ainsi que d'autres avantages sociaux au Canada et aux États-Unis. À la date de transition, les IFRS exigent certains ajustements au bilan du 1^{er} avril 2010 de la Société en raison des divergences avec les PCGRC. Se référer aux états financiers du premier trimestre de la Société pour une discussion des divergences entre les PCGRC et les IFRS en lien avec les ajustements de cette période. L'ajustement du 1^{er} avril 2010 de 90 149 000 \$, en diminution des bénéfices non répartis, est le résultat de la décomptabilisation de 80 285 000 \$ des actifs de retraite non reconnus selon les IFRS. De plus, le changement de la date de mesure du 31 décembre 2009 au 31 mars 2010 a diminué les bénéfices non répartis et en contrepartie les passifs d'un montant de 5 500 000 \$. Finalement, l'adoption de IFRIC 14 a augmenté les passifs et diminué les bénéfices non répartis de 4 364 000 \$.

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010, la Société a enregistré une diminution des dépenses de 529 000 \$ (398 000 \$ après impôts), en comparaison avec les PCGRC, suite aux exigences des IFRS en lien avec les régimes de retraite, principalement dû au fait que la Société n'amortit plus les actifs ou obligations transitoires, le coût des services passés et les gains ou pertes actuarielles. Également, pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, la Société a diminué sa dépense en lien avec les régimes de retraite de 1 587 000 \$ (1 194 000 \$ après impôts) résultant des différences dans le calcul mentionné plus haut entre les PCGRC et les IFRS.

Les ajustements aux bénéfices non répartis résultant des différences sur le traitement des régimes de retraite, au 1^{er} avril 2010 et pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, sont les suivants :

	Ajustements
Ajustement IFRS au 1 ^{er} avril 2010 pour réduire les bénéfices non répartis	90 149 \$
Diminution de la charge de retraite pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010, résultant des exigences de calcul différentes des IFRS	(1 587)
Ajustement des soldes présentés selon les PCGRC au 31 décembre 2010	88 562 \$

2. Impôts différés

Les concepts et les calculs de base des impôts différés sont les mêmes selon les PCGRC que selon les IFRS et donc, les ajustements présentés dans cette note de rapprochement résultent des différences dans les valeurs comptables présentées dans les autres notes.

Le passif net d'impôts différés au 31 décembre 2010 a été diminué de 23 900 000 \$ pour refléter les ajustements faits à la dépense d'avantages sociaux et celle liée à la rémunération à base d'actions tel que discuté dans la présente note. Le passif net d'impôts différés au 31 décembre 2010 a aussi été augmenté de 19 753 000 \$ pour refléter les ajustements faits à la dépense d'amortissement, résultant de l'introduction du groupement par composantes, tel que présenté à la note de rapprochement 3.

De plus, selon la Loi canadienne de l'impôt sur le revenu, une entité inclut dans son compte d'immobilisations en capital admissibles 75% du coût d'un actif incorporel. Selon les PCGRC, la base imposable pour les immobilisations en capital admissibles représente le solde du compte majoré de 25% de la valeur comptable. Selon les IFRS, la base imposable n'est pas augmentée de 25% de la valeur comptable. En raison de cette divergence, une diminution de 16 376 000 \$ a été enregistrée afin de réconcilier les capitaux propres des états financiers consolidés intermédiaires résumés du troisième trimestre précédent.

Les ajustements au passif net d'impôts différés pour la période terminée le 31 décembre 2010 sont présentés comme suit :

Passif d'impôts différés

	Réf.	31 décembre 2010
Ajustement des régimes de retraite	1	23 486 \$
Rémunération à base d'actions	8	414
Actifs incorporels	2	(16 376)
Groupement par composantes	3	(19 753)
Augmentation du passif d'impôts différés		(12 229) \$

NOTE 16 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

3. Regroupement par composantes des immobilisations

Selon les IFRS, une entité est obligée de grouper entre eux les éléments individuels des immobilisations selon les composantes importantes, de façon à dégager un amortissement pour chacune de ces composantes, en utilisant des durées d'utilité estimatives et des méthodes d'amortissement plus représentatives de leur potentiel de service. Selon les PCGRC, l'amortissement était pris seulement sur la base des catégories générales communes.

Se référer aux états financiers de la Société au 30 juin 2011 pour de plus amples détails sur les impacts du regroupement par composantes sur les soldes au 1^{er} avril 2010 et au 31 mars 2011. L'ajustement du 1^{er} avril 2010 de 54 939 000 \$, en augmentation de la valeur comptable des immobilisations, est le résultat d'une augmentation de 74 779 000 \$ du mobilier, machinerie et équipement reflétant les exigences des IFRS de classer les actifs par composantes. Cela a eu comme impact le reclassement d'actifs dans des catégories de composantes ayant des durées d'utilité estimatives plus longues que sous les PCGRC. Par ailleurs, les bâtiments ont diminué de 19 840 000 \$ suite à la reclassification des actifs dans des catégories ayant des durées d'utilité estimatives plus courtes (de 20 à 40 ans sous les PCGRC comparativement à 15 à 40 ans sous les IFRS).

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2010, le regroupement par composantes a dégagé une augmentation de la charge d'amortissement de 287 000 \$ (77 000 \$ après impôts) et de 861 000 \$ (231 000 \$ après impôts), respectivement.

En raison de l'ajustement du bilan d'ouverture du 1^{er} avril 2010 résultant du regroupement par composantes de la Division produits laitiers (USA), la Société a encouru une perte supplémentaire sur écart de conversion de 509 500 \$ et de 1 528 500 \$ pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2010, respectivement.

Les ajustements aux immobilisations pour la période de neuf mois terminées le 31 décembre 2010 sont les suivants :

	31 décembre 2010
Ajustement du bilan d'ouverture	54 939 \$
Ajustement de l'amortissement pour la période de neuf mois	(861)
Sous-total - ajustement du regroupement par composantes	54 078
Ajustement de l'écart de conversion pour la période de neuf mois	(1 529)
Ajustement aux soldes établis selon PCGRC	52 549 \$

4. Présentation des impôts différés

Les PCGRC exigent d'une entité qu'elle présente les impôts différés en des montants courants et long terme. Les IFRS exigent une présentation à long terme et dans certains cas permettent de compenser les actifs et passifs d'impôts différés. Conséquemment, la Société a reclassé tous ses actifs et passifs d'impôts différés à long terme.

5. Écart de conversion des établissements étrangers

Des pertes de change additionnelles sur écart de conversion de 509 500 \$ et de 1 528 500 \$ pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2010 ont été enregistrées en raison du regroupement par composantes de la Division produits laitiers (USA) au 1^{er} avril 2010, tel que mentionné dans les états financiers du premier trimestre de la Société. Se référer aux états financiers du premier trimestre de la Société pour de plus amples informations sur les ajustements requis au 1^{er} avril 2010.

De plus, l'ajustement des impôts différés, calculé à la note de rapprochement 2, a eu comme impact un gain sur écart de conversion de 533 000 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010 et un gain global sur écart de conversion de 311 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010.

Les ajustements qui ont affecté le solde d'écart de conversion sont les suivants :

	31 décembre 2010
Groupeement par composantes - ajustement au solde d'ouverture du bilan de la division USA	(1 529) \$
Impôts différés - ajustement du bilan de la division USA	311
Perte totale de conversion	(1 218) \$

NOTE 16 TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

6. Coûts d'opération

La section « Coûts d'opération » remplace la section « Coût des marchandises vendues, frais de vente et d'administration » antérieurement présentée sous les PCGRC et a été ajustée comme suit, en fonction des divergences présentées plus haut :

	Ref.	Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010	Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010
Diminution totale des coûts d'opération (charge de retraite)	1	(529) \$	(1 587) \$

7. Impôts sur les bénéfices

Résultant des ajustements IFRS des dépenses des régimes de retraite et d'amortissement présentés dans la présente note de rapprochement, les économies d'impôts pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2010 sont présentées dans le tableau suivant :

	Ref.	Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2010	Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010
Dépense d'impôts sur l'ajustement des régimes de retraite	1	131 \$	393 \$
Économie d'impôts sur l'ajustement du groupement par composantes	3	(210)	(630)
Économie d'impôts totale reliée aux coûts d'opération		(79) \$	(237) \$

8. Rémunération à base d'actions

Pour les options d'achat d'actions qui sont acquises par tranche, les IFRS exigent l'utilisation d'une méthode d'acquisition des droits d'exercice graduelle, qui oblige que chaque tranche soit traitée comme un octroi distinct ayant sa propre juste valeur et étant amorti selon sa propre période d'acquisition des droits. Les PCGRC, par contre, donnent à une entité l'option d'utiliser la méthode graduelle ou la méthode linéaire, qui considère une seule tranche et constate la dépense également sur la période d'acquisition des droits. Selon les PCGRC, la Société utilisait la méthode linéaire pour ses octrois qui s'acquièrent sur une période de cinq ans.

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 31 décembre 2010, la révision du modèle n'a pas eu d'impact significatif sur les montants présentés au 31 décembre 2010 et au 31 mars 2011 selon les PCGRC au titre de la charge de rémunération à base d'actions et donc ces montants n'ont pas été modifiés.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour déterminer le résultat par action dilué pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2010 est passé de 2 623 191 selon les PCGRC à 2 812 858 selon les IFRS. Il n'y a eu aucun impact sur le résultat par action dilué pour la période se terminant le 31 décembre 2010.

9. Rapprochement de l'état des flux de trésorerie

Sous les PCGRC, les intérêts et les impôts sur les bénéfices payés étaient présentés comme information supplémentaire à l'état consolidé des flux de trésorerie. Les IFRS, par contre, exigent qu'ils soient présentés séparément, sur des lignes distinctes de l'état des flux de trésorerie. Conséquemment, la Société a présenté séparément les intérêts et les impôts sur les bénéfices payés dans la section des activités d'exploitation. La transition aux IFRS n'a eu aucun impact de reclassification entre les catégories d'exploitation, d'investissement et de financement présentées selon les PCGRC et donc, aucun rapprochement de l'état des flux de trésorerie n'a été présenté.

NOTE 17 CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.